



Initiative des Jeunes socialistes: contre-productive et dangereuse

Les auteurs de l'initiative « Pas de spéculation sur les denrées alimentaires » prétendent que les investissements purement financiers sur les matières premières agricoles sont responsables de la faim dans le monde. En réalité, c'est le contraire qui se vérifie: les marchés qui connaissent de grandes fluctuations de prix sont ceux qui manquent de liquidité. Interdire les activités financières sur ces marchés est donc non seulement contre-productif, mais également dangereux pour la place économique suisse.

Dans son dernier [dossier politique](#), economiesuisse prend position contre l'initiative des Jeunes socialistes. Leur projet, qui souhaite interdire aux investisseurs financiers toute transaction sur des marchés de matières premières agricoles et contrôler rigoureusement les négociants de matières premières, est à la fois dangereux, inefficace et contre-productif. Il est dangereux parce qu'il implique une intervention massive dans la liberté économique sans parvenir pour autant à résoudre un problème réel. En outre, il est pour ainsi dire impossible dans la pratique de distinguer les transactions commerciales et non commerciales ; l'exercice nécessiterait par ailleurs la mise en place d'un appareil de contrôle monstrueux. À l'heure actuelle, la branche des matières premières contribue au produit intérieur brut à hauteur de 3,9 % : mettre en jeu un pan entier de l'économie suisse, c'est jouer aux pyromanes.

L'initiative est également inefficace, car tous les marchés importants de matières premières se trouvent à l'étranger. Ces marchés sont réglementés par les États dans lesquels ils se trouvent. Une interdiction en Suisse n'aurait donc aucune influence.

Un meilleur accès aux marchés fait reculer la faim

L'initiative est en réalité contre-productive, car elle n'endigie pas la faim, bien au contraire. Des études scientifiques montrent clairement qu'un marché fonctionne mieux quand les acteurs sont plus nombreux et qu'il dispose davantage de liquidités. Cela vaut aussi pour la branche des denrées alimentaires. Plus un producteur ou un négociant a de partenaires potentiels sur un marché à terme, plus grandes sont les chances qu'il puisse couvrir une livraison aux conditions souhaitées. En revanche, si un grand nombre de partenaires possibles sont bannis du marché, il devient plus difficile et plus cher de couvrir ses activités. Sans compter qu'il est plus facile de manipuler un marché qui compte moins d'acteurs ; un effet négatif qui ne saurait être dans l'intérêt des initiants.

Il y a des instruments plus judicieux pour combattre la faim dans le monde

Il n'en reste pas moins que la faim dans le monde est et reste un problème. Elle doit être combattue avec des mesures efficaces, telles que : abolir des restrictions à l'exportation dans le cadre de l'OMC, soutenir des projets via la coopération au développement et mettre en place des infrastructures de meilleure qualité dans les pays en développement. Interdire la spéculation n'en fait pas partie. economiesuisse s'oppose ainsi fermement à l'initiative des Jeunes socialistes.